



[PAYS : BURUNDI]

ÉTAT D’AVANCEMENT DU PROJET EN MILIEU D’ANNÉE

PÉRIODE CONSIDÉRÉE : JANVIER – JUIN 2016

Numéro de projet et titre :	PBF/BDI/A-11, numéro 00093147 « Promotion du rôle de la femme dans la consolidation de la paix »		
Organisation(s) récipiendaire (s)¹ :	ONUFEMMES		
Partenaires d’exécution (Gouvernement, agences de l’ONU, ONG etc.) :	Ministère de l’Intérieur et de la Formation Patriotique (Ministère de Tutelle) Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre Ministère de la Sécurité Publique Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) Organisations de la société civile à identifier pendant la mise en œuvre (Association des Guides du Burundi, CAFOB, Dushirehamwe, Fontaine Isoko, SPPDF)		
Budget total approuvé² :	1 200 000\$		
Fonds engagés³ :	589 855\$	% des fonds engagés / budget total approuvé :	49%
Dépenses⁴ (information préliminaire) :	467 051\$	% des dépenses / budget total : (taux de dépense)	39%
Date d’approbation du projet :	Décembre 2014	Délai possible de la date de fin des opérations initialement prévue (nombre de mois)	41 mois
Date de démarrage du projet :	Décembre 2014		
Date de fin des opérations initialement prévue :	30 Avril 2017		

¹Il faut noter que dans les cas où plusieurs agences participent, un seul rapport doit être présenté.

²Le budget approuvé correspond au montant transféré aux organisations récipiendaires.

³Les fonds engagés sont définis par les contrats de services et de travail conformément aux règles et procédures financières des organisations récipiendaires. Fournir les informations préliminaires.

⁴ Paiements réels (contrats, services, travail) effectués suivant les engagements.

5 Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :

1. *Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) :*

(1.1) Réforme du secteur de la sécurité; (1.2) État de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration; (1.4) Dialogue politique;

2. *Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :*

(2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/ résolution des conflits;

3. *Revitaliser l’économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :*

(3.1) Génération d’emplois à court terme; (3.2) Subsistance durable.

4) *(Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4).*

(4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels; (4.2) Extension de l’autorité de l’état/ administration locale ; (4.3) Gouvernance de ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat PBF).

Résultats du projet :	<p>Résultat 1: Les conflits communautaires (tensions politiques, problèmes de communication, violences électorales faites contre les femmes, etc.) sont réduits grâce à l'action d'un réseau d'acteurs à tous les niveaux partant de l'action de femmes médiatrices reconnues par leurs communautés.</p> <p>Résultat 2: Les citoyennes et les femmes dans les institutions locales, provinciales et nationales sont actrices du dialogue national et influencent les politiques.</p> <p>Résultat 3: Le dialogue entre les responsables politiques et leurs concitoyennes est renforcé afin que les politiques soient plus inclusives des besoins de femmes, que des mécanismes de redevabilité soient établis et pour la consolidation de la paix.</p>
Domaine de priorité du Fonds⁵	Dialogue politique (Priorité 1.4)

Évaluation qualitative de l'état d'avancement du projet

<p><i>Pour chaque résultat attendu, veuillez donner des preuves de l'avancement (si elles existent) pendant la période du rapport.</i></p> <p><i>De plus, pour chaque résultat prévu, veuillez présenter brièvement les principaux produits déjà réalisés. (1000 lettres max. par résultat)</i></p>	<p>Résultat 1 Les activités du premier produit ont été terminées en 2015. Le début des activités des deux produits supplémentaires aura lieu au cours du 2ème semestre.</p> <p>Résultat 2 La stratégie de plaidoyer de mise en œuvre des engagements des partis politiques est en cours de mise en œuvre. Les femmes des partis politiques ont été mobilisée afin qu'elles entreprennent des actions au sein de leurs partis. Elles ont analysé les statuts et relevé toutes les dispositions discriminatoires. Sur cette base, elles vont mener un plaidoyer auprès des décideurs pour que des amendements soient faits. Un partenariat a été formé avec l'ENA et le Parlement pour la formation des femmes élues. Les modules de formation ont été développés et une formation des formateurs issus du Parlement ou de l'Administration organisée. Comme préliminaire aux activités de plaidoyer pour les droits des femmes, un état des lieux a été effectué auprès du Ministère de la Justice et en charge du Genre pour identifier les propositions de révisions de lois ou nouvelles lois qui sont déjà été soumises mais jamais discuté, approuvé ou appliqué. Les comités de plaidoyer composés OSC ont été mis en place</p> <p>Résultat 3 Les initiatives de paix et de sécurité continuent à être mises en œuvre par les comités de femmes des partis politiques dans 5 provinces. Un atelier d'échange d'expériences entre ces femmes des différences provinces est en cours de</p>
--	--

	<p>préparation pour le mois de Juillet. Une organisation de la société civile a été recrutée pour mettre en œuvre les cadres de dialogue entre élus et femmes citoyennes.</p> <p>Résultat 4</p>
<p><i>Y a-t-il des preuves que le projet a déjà un impact positif sur la consolidation de la paix ? (1000 lettres max.)</i></p>	<p>2 partis dont l'Uprona et le Frodebu ont déjà fait des propositions d'amendement de leurs statuts pour une gouvernance respectueuse de l'égalité de genre. 8 séances de sensibilisation des femmes au sein des partis politiques pour leur contribution à la paix ont eu lieu au sein des partis politiques CNDD-FDD, FRODEBU-Nyakuri, UPRONA, CNDD, FNL, Sahwanya FRODEBU, FROLINA, MRC, MSD, PALIPE Agakiza, PARENA, PASIDE, UPD, ADR et le PML Abanyamwete.</p>
<p><i>Des effets catalytiques ont-ils été constatés durant la période considérée, y compris en générant de nouveaux engagements de fonds ou en déclenchant / débloquant un processus de paix ? (1000 lettres max.)</i></p>	<p>Les activités du résultat 1 achevées en 2015 vont être renforcées par des fonds supplémentaires PBF. L'initiative de rencontres autour des préoccupations des communautés au niveau provinciale et dans les quartiers de Bujumbura va être continuée. Une campagne de sensibilisation à la paix au travers des radios communautaires et un appui à la mobilisation des jeunes filles pour la paix sera appuyée. La participation et la contribution des femmes au processus de dialogue seront appuyés.</p> <p>Le réseau des médiatrices continue de fonctionner en bâtissant sur les acquis accumulés en 2015 avec le financement du GAI. En bâtissant sur les partenariats qu'elles ont développés et leur place dans la communauté, les médiatrices continuent de prévenir et résoudre les conflits. Elles ont notamment formé des réseaux d'acteurs impliqués dans la prévention et résolution des conflits et étendu l'initiative de dialogue au niveau des communes et collines en partenariat étroit avec l'administration locale.</p>
<p><i>Si les progrès ont été lents ou inadéquats, indiquer les raisons principales ainsi que les actions correctrices. (1000 lettres max.)</i></p>	<p>Les activités avec les partis politiques ont été retardées par le contexte et les capacités limitées de certaines organisations de la société civile. De nouveaux chronogrammes d'action prenant en compte ces difficultés ont été adoptés pour permettre l'atteinte des objectifs à la fin du projet.</p>
<p><i>Quelles sont les activités principales/objectifs visés pour le restant de l'année? (1000 lettres max.)</i></p>	<p>Le suivi de la mise en œuvre des stratégies pour la parité au sein des partis politiques et pour les droits des femmes va être continué. Les sessions de formation des femmes élues vont être organisées entre juin et août 2016. Elles seront facilitées par les formateurs déjà formés. Puis, ces femmes formées seront amenées à mettre en œuvre des actions concrètes pour la paix, la sécurité et les femmes au travers de leur mandat.</p> <p>Les cadres de dialogue entre élus et femmes citoyennes dans 5 provinces vont débiter fin juin. La première</p>

	rencontre permettra d'élaborer des plans d'action pour la prise en compte des besoins des femmes et dont les élus s'engageront à mettre en œuvre. Un suivi régulier de la mise en œuvre de ces plans d'action sera effectué et évalué par des rencontres régulières.
<i>Les stratégies/la durée/le budget, etc. du projet doivent-ils être rectifiés? (1000 lettres max.)</i>	Les activités seront réalisées dans les temps, d'ici décembre 2016.
<i>Quel est l'état général de la situation financière du projet (pourcentage du budget utilisé à la date du rapport) – des informations préliminaires. (1000 lettres max.)</i>	Au 31 mai 2016, le cumul des dépenses et des engagements est de 589 855 USD, soit 49% du budget sur les 1 200 000 USD. Il s'agit d'une donnée provisoire en attendant le rapport certifié au 30 juin 2016.
<i>Autre information pertinente pour PBSO (et le Comité de Pilotage) sur le projet à ce stade? (1500 lettres max.)</i>	N/A

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR : Utiliser le *Cadre de résultats du projet* (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (250 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
Résultat 1 Les conflits communautaires sont réduits grâce à l'action d'un réseau d'acteurs à tous les niveaux partant de l'action de femmes médiatrices reconnues par leurs communautés.	Indicateur 1.1 Cohésion sociale accrue Reprise de dialogue	Existence d'acteurs actifs dans le domaine de la prévention des conflits qui ne sont pas coordonnés.	Un réseau de femmes fonctionnel, pérenne engagé dans la prévention et la résolution des conflits communautaires.	Activités terminées en 2015		
	Indicateur 1.2					
Produit 1.1 Un réseau de femmes médiatrices est mise en	Indicateur 1.1.1 Nombre d'initiatives en faveur de la paix initiées par les	Beaucoup de conflits dans les communautés et existence d'acteurs impliqués dans	Au moins une initiative en faveur de la paix par médiatrice par mois.	Activités terminées en 2015		

place au niveau communautaire pour renforcer le dialogue national et la consolidation de la paix	médiatrices	leur résolution mais l'impact de leur action n'a pas été évalué.				
	Indicateur 1.1.2					
Produit 1.2 Des rencontres autour des préoccupations des communautés sont facilitées par les femmes, au niveau provincial et en Mairie de Bujumbura et font progresser la paix et la cohésion sociale.	Indicateur 1.2.1 Nombre d'initiatives résultant des dialogues et des actions de jeunes qui amènent un changement pour la paix et la cohésion sociale	0	Au moins 5 initiatives	Début des activités planifié pour le 2ème semestre 2016		
	Indicateur 1.2.2					
Produit 1.3 Les parties	Indicateur 1.3.1 Recommandation	Faible prise en compte des	Les préoccupations formulées par les	Début des activités planifié pour le 2ème		

prenantes aux négociations bénéficient des conclusions des rencontres organisées par les femmes à tous les niveaux et de l'appui de ces dernières pour orienter le processus politique vers une paix durable.	s/propositions faites par les femmes prises en compte dans l'agenda, les discussions et les résultats des négociations prises	préoccupations des femmes	femmes sont prises en compte dans le processus de négociations	semestre 2016		
	Indicateur 1.3.2 Niveau de participation des femmes leaders à la table des négociations	10 femmes	Au moins 30%			
Résultat 2 Les femmes leaders dans les communautés et dans les institutions locales, provinciales et nationales sont actrices	Indicateur 2.1 Niveau de participation des femmes accru dans les institutions et postes de responsabilité.	32% à l'Assemblée Nationale, 46% au Sénat, 32% des membres des conseils communaux et 17% des membres des conseils collinaires, 17% de femmes	- 35% pour les postes politiques - Au moins 30% pour les postes techniques.	36% à l'Assemblée Nationale, 39% au Sénat, 32% niveau communal	Le contexte sécuritaire tendu a pu avoir un effet négatif sur le niveau de représentation des femmes lors des élections de 2015 (régression par rapport aux élections de 2010)	

du dialogue national et influencent les politiques.		représentées dans les postes de décision dans les secteurs de la sécurité, de la gouvernance				
	Indicateur 2.2					
Produit 2.1 L'espace politique est élargi pour une participation accrue des femmes à travers la mise en œuvre d'une stratégie de plaidoyer auprès du Parlement, du	Indicateur 2.1.1 Existence du document de stratégie de plaidoyer	Quota d'au moins 30% prévu par la Constitution pour la participation de la femme au Parlement, au Gouvernement et dans les Conseils communaux. Rien n'est prévu pour les autres niveaux.	Des membres du Parlement, au moins 3 ministères, et des membres de l'administration publique sont sensibilisés par la campagne de plaidoyer pour les droits des femmes	25% des 50% des recommandations ont été réalisés: engagement 1 et engagement 8 sur la sensibilisation des femmes à briguer des postes électifs et non électifs. 30% des engagements restants (engagement 2,4 et 6) sont en cours de mise en oeuvre		
Gouvernement, de l'administration locale et des partis politiques.	Indicateur 2.1.2 Nombre d'initiatives favorisant la participation des femmes prises par les acteurs institutionnels et politiques ciblés	Existence d'engagement des partis politiques pour améliorer la participation de la femme.	Au moins 50% des neuf catégories d'engagements pris par les partis politiques sont mis en œuvre.	Des notes de plaidoyer sont en cours d'élaboration pour un plaidoyer en faveur de l'amendement des codes de la nationalité et des personnes et de la famille ainsi que l'adoption du		

	(plan d'action, loi, règlement intérieur, etc.)			protocole additionnel à la CEDEF		
Produit 2.2 Les femmes dans les communautés et les femmes leaders à tous les niveaux disposent des capacités pour faire entendre leur voix et contribuer effectivement à un dialogue démocratique, serein et inclusif.	Indicateur 2.2.1 Nombre d'événements mis en œuvres dans le cadre de la campagne d'éducation	Les femmes des communautés connaissent mal leurs droits et devoirs politiques.	Femmes, hommes et jeunes dans 5 provinces assistant aux activités sont sensibilisés sur les droits et devoirs politiques des femmes L'ensemble de la population écoutant les radios partenaires à l'heure de diffusion des sports est sensibilisée	Activité terminée en 2015		
	Indicateur 2.2.2 Nombre de femmes élues dont les capacités sont renforcées notamment en leadership	Les élues de 2015 n'ont pas bénéficié de renforcement de capacités.	80% au niveau national, 20% au niveau communal, 15% au niveau collinaire	Modules élaborés, formation des formateurs effectués	Formation des femmes élues qui débutera mi-juin	
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1					
	Indicateur 2.3.2					
Résultat 3 Les femmes	Indicateur 3.1 Rapprochement	Faibles liens entre les élus et leurs	Un dialogue régulier existe entre	5 espaces de dialogue et des plans d'actions	Préparation des cadres de dialogue en élus et	

leaders dans les communautés et dans les institutions locales, provinciales et nationales sont actrices du dialogue national et influencent les politiques.	entre élus et électrices	électrices	élus et électrices à tous les niveaux	élaborés entre femmes des partis politiques	citoyennes en cours	
	Indicateur 3.2					
Produit 3.1 Les femmes dans les communautés et les femmes leaders à tous les niveaux disposent des capacités pour faire entendre leur voix et contribuer effectivement à un dialogue	Indicateur 3.1.1 Nombre de forums provinciaux de discussions organisés pour les femmes leaders politiques et communautaires	Pas d'existence d'espaces de dialogue formels	11 espaces de dialogue animés	5 espaces de dialogue entre femmes des partis politiques	Préparation des cadres de dialogue en élus et citoyennes en cours	
	Indicateur 3.1.2 Taux de réalisation des engagements pris par les élus participant dans les cadres de dialogue.	Pas d'existence d'espaces de dialogue formels	Au moins 50% des engagements pris par les élus dans les espaces de dialogue sont réalisés	Préparation des cadres de dialogue en élus et citoyennes en cours		

démocratique , serein et inclusif.						
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					